

# Bilan des Midis de la transition du Projet FORJE *FOR*mation collaborative pour la Justice Énergétique réalisés au printemps 2021 au sein du Front commun pour la transition énergétique

Préparé par Marianne Renaud Robitaille et Laurence Brière

Les Midis ont accueilli plus de 80 participant·e·s issues de 6 collectivités ZÉN, de 5 établissements d'enseignement et de 42 groupes communautaires et organisations, dont plusieurs panquébécoises.

Au Québec, le projet d'effectuer une transition énergétique porteuse de justice sociale est un chantier d'une grande ambition. Le [projet de recherche-action partenariale FORJE \(2018-2021\)](#) a visé à appuyer cette mobilisation sociale sans précédent en y valorisant les dynamiques de formation réciproque à propos d'importants enjeux de la militance.

Les quatre ateliers (Midis) du printemps 2021, qui s'adressaient aux personnes mobilisées dans le projet Collectivités ZÉN et plus globalement au sein du Front commun, ont ainsi permis de partager les principaux résultats de la recherche FORJE en ce qui a trait à quatre grands besoins de formation collaborative identifiés par des militant·e·s interviewé·e·s dans le cadre d'une enquête initiale. Plus précisément, ces résultats ont été diffusés sous forme de [courtes capsules vidéo](#) rendues disponibles en amont de chacun des ateliers, en même temps que d'autres [ressources](#) sur le thème de la rencontre et des questions pour initier la réflexion. Les Midis, d'une durée de 75 minutes, axés sur la discussion en petits groupes et en plénière, devenaient dès lors des moments de formation réciproque, où croiser les pistes apportées en amont par l'équipe de recherche avec les savoirs et perspectives des participant·e·s. Ces quatre rencontres ont ainsi été riches en partages, en apprentissages, en reconnaissances.

Ce court bilan retrace les principaux enjeux qui ont été évoqués par les participant·e·s et plusieurs des pistes – en termes de formation, de collaboration, de stratégies d'action – qu'ils et elles ont apporté. Il invite également à imaginer les contours que pourrait prendre la Communauté de pratique des [Collectivités ZÉN](#), prévue dans la structure de ce projet d'action collective lancé en mai 2021.

Midi 1- Identifier des approches et des stratégies permettant de travailler ensemble à l'atteinte d'objectifs communs en dépit de visions divergentes, en portant une attention particulière aux réalités et aux visées des groupes marginalisés (17 mars, 25 participant·e·s)

Tout d'abord, des éléments cruciaux quant aux enjeux d'inclusion ont été soulevés. Il s'agit de constater, remarque une participante, que la simple caractérisation des personnes comme étant « marginalisées » fait en sorte qu'on sépare les enjeux dits sociaux des enjeux dits environnementaux, alors qu'ils sont imbriqués ensemble de manière étroite.

Qui plus est, une autre participante remarquait que les problèmes vécus par certaines communautés ne sont pas vécus de la même façon par d'autres communautés. Ceci impliquerait d'envisager une mosaïque d'approches adaptées à différents contextes au sein d'une même collectivité.

[Outils et tendances à considérer au sein de la Communauté de pratique des Collectivités ZÉN en lien avec le thème du Midi 1](#)

D'autres enjeux soulevés dans le rapport FORJE obtiennent un aval chez les participant·e·s, particulièrement en ce qui concerne le manque de ressources et de temps dans les groupes militants. Par conséquent, il a été proposé **d'analyser la situation à travers la lunette territoriale**, c'est-à-dire d'analyser les injustices et oppressions vécues à l'échelle d'une collectivité. Dans le même ordre d'idées, une avenue à explorer pourrait être celle de **l'utilisation de données probantes** pour cerner les enjeux qui compliquent l'atteinte d'une justice énergétique à l'échelle locale. On pourrait penser que ces données seraient mobilisées et utilisées lors de formations spécifiques dans le but de sensibiliser et d'intégrer des éléments d'analyse autoréflexive dans les démarches citoyennes. Ces formations pourraient éventuellement être prises en charge par les organismes membres du FCTÉ spécialisés sur ces enjeux. Un partenariat avec un milieu universitaire est aussi à envisager pour la documentation de la problématique.

Dans l'ensemble, les enjeux concernant l'homogénéité du mouvement de transition énergétique correspondent au vécu des personnes participantes à l'atelier. Pour s'outiller face à cet enjeu, des solutions telles qu'un glossaire ou un outil pédagogique sur les discriminations vécues pourraient être développées, bien évidemment dans un souci de prudence afin de ne pas « comprimer » les luttes. Les participant·e·s ont souligné l'importance de **mobiliser des techniques d'éducation populaire** et d'œuvrer dans **une dynamique d'échanges** pour entretenir une meilleure justice épistémique, qui fait référence à la reconnaissance active des différents types de savoirs. **Partir des expériences vécues par certain·e·s** serait un levier important afin d'engendrer une prise de conscience. On mentionne également l'importance d'aménager les conditions favorables à ce que les personnes concernées au premier chef par les injustices dénoncées puissent s'impliquer à même la structure organisationnelle. La littérature relative à la Communauté de pratique indique d'ailleurs que le succès d'une telle

communauté passe par une certaine « balance du pouvoir » et la diversité des opinions de ses participant-e-s (Ernst, 2019).

Considérant qu'il existe dans le mouvement une difficulté à sensibiliser certaines personnes pour les amener à réfléchir sur leurs privilèges, des participant-e-s soulignent judicieusement que l'explication des problèmes complexes est un processus qui prend du temps. Il y a donc lieu de « **préparer la maison** », **de développer dans l'écoute des relations humaines sur le long terme qui honoreront les expériences et les savoirs des personnes que l'on dit « à la marge » et à qui l'on voudrait plutôt offrir une juste place « au cœur » de projets citoyens.** Cette intention de préparer en amont est d'ailleurs exprimée dans le plan d'action du Caucus inclusions, alliances et convergences, une instance du FCTÉ qui met graduellement en œuvre des activités (formations, ateliers) qui répondent à cet impératif d'inclusions et d'alliances.

De son côté, une participante exprime que la structure organisationnelle des groupes œuvrant à la transition socio-écologique gagnerait à devenir plus flexible, c'est-à-dire à **laisser cours à une liberté d'actions participatives** comme le font certaines associations jeunesse, afin d'être accueillante d'une diversité de participant-e-s qu'elle n'arrive pas à rejoindre pour le moment. Ceci implique de **revoir les paramètres des réunions traditionnelles** où il faut notamment lire et analyser de la documentation, ce qui encourage l'implication de personnes au profil davantage intellectuel.

## Midi 2 – Mieux connaître les réalités et les possibilités du cadre municipal pour investir cet espace politique de proximité (24 mars, 24 participant-e-s)

Les participant-e-s au second atelier avaient beaucoup à partager de leur contact avec le palier municipal car les enjeux soulevés dans le rapport FORJE ont beaucoup d'écho chez elles et eux. Par exemple, le sentiment de fragilisation du dialogue social à l'échelle locale ces dernières années est partagé. On considère aussi que les mécanismes de consultation tendent à chercher l'assentiment des citoyen-ne-s plutôt que d'aller en profondeur et qu'il y a une souvent instrumentalisation de la participation publique à cet égard. De plus, les participant-e-s soulèvent qu'il est généralement très ardu de dialoguer avec les élu-e-s car ces derniers les renvoient régulièrement à d'autres interlocuteurs·trices lorsqu'ils ont des questions à leur poser. Sur ce point, le contexte de la pandémie n'a pas amélioré le dialogue.

Dans l'ensemble, les formules de participation demeurent restreintes, et comme l'indique une participante habituée à participer à des commissions dans le cadre de son travail, les commissions ont des thématiques très larges et les personnes intervenantes (considérées « expertes ») sont choisies. Une autre participante remarque qu'au sein de comités consultatifs, les citoyen-ne-s qui siègent sont le plus souvent nommé-e-s par l'administration municipale. Dans un tel contexte, les perspectives d'échanges sont plus limitées car les expertises et le bagage de ces personnes n'est pas représentatif de la population en général.

Au final, ajoute une autre participante, la transition énergétique n'est pas la tâche d'aucun pallier ou d'aucune instance particulière; elle apparaît donc souvent comme une tâche supplémentaire aux élu·e·s déjà accaparés par leurs responsabilités. De plus, ajoutent des participant·e·s, la question environnementale est pour beaucoup regardée avec une visée spécifiquement économique.

#### [Outils et tendances à considérer au sein de la Communauté de pratique des Collectivités ZéN en lien avec le thème du Midi 2](#)

Considérant cela, la piste la plus prometteuse à mobiliser au sein de la Communauté de pratique des Collectivités ZéN est celle de penser les objectifs de justice énergétique à **travers des projets locaux concrets**. Plusieurs participant·e·s ont emprunté cette avenue avec des résultats assez satisfaisants. Ces derniers ont investi différents espaces, comme les communautés métropolitaines, et ont su attiser l'intérêt d'élu·e·s et du public sur l'urgence climatique et la nécessité de faire la transition.

Relativement à l'idée de prendre contact avec des fonctionnaires pour les sensibiliser à certains enjeux et projets, une piste d'action proposée par la recherche-action FORJE, les expériences sont mitigées. Certain·e·s remarquent que les avancées ont été possibles seulement grâce aux élu·e·s, tandis que d'autres ont développé une relation plus étroite avec les fonctionnaires, les convainquant graduellement de la pertinence de leurs projets en s'appuyant sur leur connaissance du milieu. Par exemple, des participant·e·s ont réussi à **influencer les fonctionnaires et élu·e·s dans des contextes informels** (forums, dans la rue, au marché, etc.), tandis que d'autres leur ont offert des formations afin de les sensibiliser. Une participante raconte que son groupe s'est servi des médias écrits et des médias sociaux pour faire des pressions récurrentes, qui ont fini par porter fruit. En effet, l'approche de montrer ce que l'on a à offrir aux décideurs locaux, tout en s'armant de patience, a eu des résultats positifs pour certain·e·s.

Quant à l'option de créer des espaces de rencontres participatives, comme une assemblée citoyenne populaire, les personnes présentes ont trouvé l'idée attrayante, dans l'optique de « rapprocher » les élu·e·s de la population, et dépasser le sentiment d'impuissance vécu par plusieurs. Bien qu'une assemblée populaire soit complexe à instaurer, il y a une pertinence à implanter cette idée ultérieurement dans certaines Collectivités ZéN afin d'avoir des espaces d'échanges avec moins de contraintes. Par ailleurs, dans un contexte où même ceux et celles qui sont les plus intéressés ont des obstacles à investir les espaces institutionnellement offerts aux citoyen·ne·s, un participant suggère de **maintenir une pression auprès des élu·e·s**, afin que ces derniers comprennent l'importance d'avoir une **diversité de voix et plus de démocratie participative**, surtout dans un contexte où la précarité de plusieurs a été aggravée par la pandémie.

### Midi 3 - Savoir reconnaître et éviter l'épuisement militant : apprendre à prendre soin de soi, des collaborateurs et des collaboratrices dans le travail collectif (7 avril, 27 participant·e·s)

D'abord, mentionnons que l'écoanxiété et l'épuisement militant sont des réalités avec lesquelles tous les participant·e·s à l'atelier étaient familiers. Concernant la dimension psychosociale du soin, la plupart des personnes s'exprimant ont convenu qu'une pensée bienveillante et qu'une belle énergie s'observent dans les groupes citoyens. Elles ont toutefois affirmé qu'il est beaucoup plus ardu de réellement mettre en application le *care*. En effet, le souci d'efficacité demeure, tout comme la pression que les militant·e·s se mettent eux-mêmes sur les épaules. Un participant se disant « *workaholic* » remarque qu'il peut être anxiogène de perdre le contrôle sur des projets, vu le nombre d'acteurs impliqués et le manque de ressources généralisé. D'autres renchérissent qu'il peut être difficile de suivre un groupe dans lequel on s'implique, car tout le monde n'a pas le même rythme. Ainsi, le risque de s'épuiser rapidement ou de vivre de la culpabilité lorsqu'on établit des limites au temps qu'on accorde à la militance est bien réel. L'illustration d'une participante sur l'état d'esprit des militant·e·s du milieu environnemental est convaincante à cet effet :

*« J'ai participé à une semaine de rencontres et de réflexions [...] à la fin nous faisons des sketches dans un spectacle amateur. Deux de ces sketches étaient des parodies des rencontres des alcooliques anonymes. On disait notre nom, qu'on était militant, et on expliquait notre addiction. J'ai trouvé cela très éclairant [...] je pense que c'est assez courant d'être complètement accroché à l'énergie de l'action et de la stratégie, et c'est probablement dangereux [...] c'est comme si ça prenait toute la place. »*

#### Outils et tendances à considérer au sein de la Communauté de pratique des Collectivités ZÉN

Bien que l'idée de *care* soit largement endossée, les participant·e·s n'ont pas hésité à faire part des stratégies mobilisées afin d'éviter l'épuisement et de vivre avec leurs écoémotions. Une stratégie employée par certain·e·s est de se **détacher des implications émotives de la militance**. Ceci impliquerait, par exemple, de tenter de séparer son égo de son militantisme afin de ne pas perdre de vue les valeurs qui nous guident. Autrement dit, vaut mieux éviter de nourrir une représentation de soi qui peut interférer avec les objectifs de notre mobilisation. Une seconde participante suggère de **dépersonnaliser les propos**, c'est-à-dire de défaire le lien avec la personne, envers qui l'on veut être bienveillant·e, et certaines de ses idées, avec lesquelles on peut être en important désaccord. Des participantes recommandent aussi de **tenir compte du temps qu'on a** concrètement pour la militance à travers les autres sphères de sa vie, de mobiliser des stratégies telles que la séparation des courriels, d'**acquérir en somme une discipline personnelle** en s'aménageant des temps pour soi. Ces stratégies renvoient à l'importance d'éviter la surabondance d'informations dans une communauté de pratique, tel que relevé par Nadeau (2018). Il faut également tenir compte du délicat équilibre entre un nombre de réunions trop élevé et trop peu de réunions, car ces dernières demeurent au cœur de l'apprentissage social (Ernst, 2019).

Puis, d'autres approches et techniques peuvent être mobilisées, comme **l'écoute active et la communication non-violente**. Il est exprimé qu'en général, la **créativité dans la militance** aide aussi à lâcher la pression en même temps que de prendre soin de soi et d'être dans l'action. Un participant ajoute qu'il serait pertinent **d'intégrer le soin et la guérison au sein même des activités de groupe**, car des agressions sont vécues à l'intérieur des groupes, pas seulement à l'extérieur de ceux-ci. Une autre personne souligne qu'il faut **faire le deuil de certaines possibilités d'action, ensemble, pour solidifier nos liens et nos projets**. Les « réunions du senti » sont aussi perçues d'un bon œil pour susciter une meilleure compréhension des réalités de chacun·e. On cite en exemple des groupes féministes ou certains établissements scolaires qui ont réussi à institutionnaliser des pratiques de soin.

D'autres idées peuvent être applicables à l'échelle de la Communauté de pratique : **identifier une personne-ressource facilitatrice des liens entre les personnes** ou encore **prévoir régulièrement des moments d'échange informel** (repas, café, sortie) autour des moments formels pour faciliter une culture du soin. Dans le même ordre d'idées, une participante explique qu'**instaurer un système de jumelage, où une personne « veille » sur une autre et vice-versa**, permettrait de ne pas faire reposer la cohésion du groupe sur les épaules d'une seule personne. Certaines communautés de pratiques mobilisent d'ailleurs cette stratégie (Barth et al., 2017). Il est toutefois régulièrement mentionné que le rôle de l'animateur·rice de la communauté de pratique est crucial pour maintenir la confiance du groupe, notamment en assurant une participation équitable (Nadeau, 2018; Ernst, 2019; Tremblay, 2005).

Pour les personnes présentes, le travail d'équipe et le sentiment d'appartenance demeurent un moteur important. Les participant·e·s expriment éprouver une satisfaction à participer d'un projet collectif et avoir tissé des amitiés profondes dans la militance. Le fait de partager un objectif partagé et des relations interpersonnelles développées sont d'ailleurs des clés nécessaires au bon fonctionnement d'une communauté de pratique (Leclerc-Jacques, 2014; Abzaoui, 2018). Quoi qu'il arrive, il y a donc lieu de **prendre des moments de recul pour s'apercevoir de la richesse du processus** qui nous mène à former un groupe social, malgré les défis à venir.

**Midi 4 – Cerner les approches et les stratégies de co-construction de savoirs communautés-universités à privilégier dans la mouvance récente d'engagement écocitoyen de nombreux-ses scientifiques (21 avril, 19 participant·e·s)**

Le projet Québec ZéN, dont la Feuille de route 2.0 témoigne plus particulièrement, est une action collective qui vise à transformer la société et à faire face à l'urgence climatique. Dans la foulée de l'adoption de ce document, plusieurs groupes se sont manifestés afin de porter un chantier de Collectivité ZéN et ont désormais des besoins issus de la mise en action de leur collectivité. Les participant·e·s au 4<sup>e</sup> atelier, dont certain·e·s chercheur·e·s impliqué·e·s avec le Front et d'autres intéressé·e·s à le devenir, ont discuté d'une diversité

de formes de collaborations possibles entre Collectivités ZÉN et milieux universitaires et en discuter directement avec des chercheur·e·s.

Des besoins spécifiques ont rapidement été soulevés lors de cet échange. Ce sont notamment les personnes issues de Collectivités et de régions où la présence d'industries comme celle de la foresterie est substantielle qui ont exprimé des demandes spécifiques. Alors qu'en Outaouais des besoins viennent de la part d'acteurs du milieu du bâtiment ou de l'énergie, dans Lanaudière, on exprime un besoin d'avoir des données quantitatives pour faire valoir une alternative énergétique à un grand complexe industriel en proposant le recours à la géothermie. Il est relevé que des alternatives qui sont de l'ordre des solutions énergétiques, comme la hausse de la demande en matériaux biosourcés, peuvent avoir pour effet d'augmenter la pression sur les écosystèmes. Le réseau des expert·e·s et scientifiques accompagnateurs prévu au sein du FCTÉ pourrait s'attarder à cette problématique. D'autres besoins d'ordre général sont évoqués, comme lorsqu'une participante confie un besoin de traduire la Feuille de route du projet Québec ZÉN en langage compréhensible pour les politiques publiques :

*« Des fois, j'ai l'impression qu'il y a un genre de fossé entre cette idéation et comment ça se passe vraiment sur le terrain. Les décideur·e·s nous voient un peu comme des pelleteurs de nuages [...] Quand c'est une idée qui s'est fait ailleurs, et qu'on arrive avec de la documentation, c'est vraiment plus facilitant. »*

La Professeure Cécile Bulle, présente lors de l'atelier, explique que le projet international *DIALOGUES inclusifs pour un concept opérationnel de citoyenneté énergétique* qui a reçu du financement pour développer un partenariat avec le Front commun a pour but de développer des outils au service des citoyens, des communautés et des différents paliers de gouvernement. Puisque des expert·e·s en politiques publiques font partie de ce projet de recherche, il y a **une possibilité de co-développement associée à l'adaptation de la Feuille de route**. Le document phare du projet Québec ZÉN pourrait ainsi être enrichi d'exemples de politiques publiques de transition menées avec succès dans d'autres pays, devenant ainsi un outil plus technique à la portée des décideur·e·s au Québec.

#### [Outils et tendances à considérer au sein de la Communauté de pratique des Collectivités ZÉN](#)

Plusieurs participant·e·s ont partagé des expériences et des partenariats ayant été bénéfiques avec le milieu de la recherche. En guise d'exemple, une déléguée d'Eau Secours nous partage que son organisme a souvent fait affaire avec des étudiant·e·s Pro-Bono en droit, de même qu'en biologie, en bibliothéconomie, en sociologie et en communication afin de les appuyer dans leurs tâches.

L'enquête FORJE a permis de cerner certains enjeux relatifs aux relations entre les milieux et les établissements d'enseignement. Il y a des défis propres aux cultures (universitaire versus militante), au rapport au temps, mais aussi un manque de flexibilité des modalités de collaboration avec une communauté scientifique qui peut sembler distante. Des participant·e·s ont aussi exprimé que les organisations œuvrant en environnement

prendraient volontiers des stagiaires, mais qu'ils n'ont pas toujours les ressources pour les encadrer convenablement. Lors de l'atelier, bien que ces enjeux aient été reconnus, il a été proposé de les atténuer avec différents paramètres afin d'améliorer la coopération entre les milieux.

Par exemple, on propose aux étudiant·e·s via le Service aux collectivités de l'UQÀM et le programme PICOM de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) **d'effectuer une tâche au sein d'un organisme dans le cadre d'un travail de session**, une formule résolument plus flexible qu'un stage de plusieurs mois et qui demande moins de supervision puisque le ou la professeur·e du cours encadre les étudiant·e·s impliqué·e·s. Le Comité des Droits Humains en Amérique Latine (CDHAL) a d'ailleurs appliqué cette méthode en faisant participer des étudiant·e·s à des études de cas. **Un conseil afin de bénéficier de l'aide de stagiaires est de contacter l'établissement universitaire en question avant le début de la session désirée.**

Dans l'optique d'une Communauté de pratique, **l'accompagnement universitaire est idéalement envisagé dans une optique de co-construction où le savoir n'est pas détenu que par les chercheur·e·s** (Nadeau, 2018).

## Une Communauté de pratique à initier

En novembre 2020, la Table des chantiers a exprimé des besoins notamment autour du réseautage, du renforcement des capacités et d'un accompagnement dans l'autonomie. Les propositions de ce bilan peuvent dès maintenant alimenter le processus de formalisation de la Communauté de pratique des Collectivités ZÉN, en tenant compte de la dynamique et du contexte propres à chacun des groupes y participant.

## Références bibliographiques

- Abzaoui, Youszra. « Les communautés de pratique composées de conseillers et intervenants en transmission d'entreprise : Exploration du fonctionnement et des retombées ». Université Laval, 2018.
- Barth, Matthias, Daniel J. Lang, Philip Luthardt, et Ulli Vilsmaier. « Mapping a Sustainable Future: Community Learning in Dialogue at the Science–Society Interface ». *International Review of Education* 63, n° 6 (décembre 2017): 811-28. <https://doi.org/10.1007/s11159-017-9687-5>.
- Ernst, Anna. « Review of Factors Influencing Social Learning within Participatory Environmental Governance ». *Ecology and Society* 24, n° 1 (2019): art3. <https://doi.org/10.5751/ES-10599-240103>.
- Leclerc-Jacques, Bénédicte. « Le développement d'une communauté de pratique en adaptation santé aux changements climatiques : un projet pertinent? » BISE Bulletin d'information en santé environnementale, 2014. URL <https://www.inspq.qc.ca/file/711/download?token=jxKAqWXc>
- Nadeau, Joel. « Les dynamiques d'apprentissage au sein des communautés de pratique ». Territoires innovants en économie sociale et solidaire, Document de travail, 2018.
- Tremblay, Diane-Gabrielle. « Les communautés de pratique : Quels sont les facteurs de succès ? » *Revue internationale sur le travail et la société*, 2005. URL [https://oraprdnt.uqtr.quebec.ca/pls/public/docs/FWG/GSC/Publication/280/3/8542/1/100535/8/F1351791388\\_2005Vol3Num2pp52\\_79Tremblay.pdf](https://oraprdnt.uqtr.quebec.ca/pls/public/docs/FWG/GSC/Publication/280/3/8542/1/100535/8/F1351791388_2005Vol3Num2pp52_79Tremblay.pdf)